

## Fonction publique

# En 2011, les suppressions d'emplois ont été supérieures aux créations

## Article paru dans FO Hebdo n°3037

**Fonction publique d'État, hospitalière et territoriale: au total, le nombre d'agents publics a reculé de 20 000. Du jamais vu.**

Dans l'histoire du service public et de la notion d'intérêt général qui y est attachée, l'année 2011 restera peut-être comme l'une des plus sombres. Car selon les données de l'ACOSS –la caisse nationale des URSSAF– rendues publiques par le journal Les Échos du 12 juin, pour la première fois le nombre de fonctionnaires a fortement baissé en 2011.

Rappel: il y a, en France, un peu moins de 5.300.000 fonctionnaires répartis dans trois catégories, aussi appelées «versants»: la fonction publique d'État regroupe 2 390.000 agents, la fonction publique territoriale comprend 1.805.000 personnels employés par les collectivités locales et la fonction publique hospitalière recouvre 1.100.000 personnes.

Depuis dix ans, les gouvernements successifs ont réduit le nombre de fonctionnaires de l'État, mais dans des proportions différentes. C'est surtout depuis l'entrée en vigueur de la RGPP, en 2008, que les suppressions de postes ont atteint une ampleur industrielle avec en moyenne 30.000 postes par an. Parallèlement, via la décentralisation de 2003, l'État a transféré certaines compétences aux régions et aux départements, ainsi que les personnels qui allaient avec. La diminution des effectifs de l'État s'accompagne donc, presque mécaniquement, de créations de postes dans les deux autres versants.

Or, pour la première fois, le nombre de ces créations n'a pas compensé les emplois perdus dans la fonction publique d'État. Conséquence: selon les calculs du quotidien économique, la fonction publique dans son ensemble comptait 20.000 postes équivalents temps plein de moins en 2011.

### LA RGPP ET AU-DELÀ

Pourquoi? Tout d'abord parce que les suppressions de postes dans la fonction publique d'État ont atteint l'an dernier presque 32.000, soit plus que prévu par le gouvernement. Ensuite parce que la rigueur budgétaire imposée aux hôpitaux et aux collectivités locales a pesé sur le nombre de recrutements qu'elles ont réalisés. Jusqu'en 2007, les effectifs de la fonction publique hospitalière augmentaient d'en moyenne 2% par an. Une hausse logique et normale puisque les besoins sanitaires de la population augmentent, tout comme l'activité des hôpitaux. Mais alors qu'en 2011 cette dernière a encore crû de 3%, le nombre d'emplois n'a augmenté que de 0,25%. Idem au sein des collectivités territoriales: le gouvernement ayant gelé les recettes qu'il leur verse, le nombre d'emplois n'a progressé que de 0,3% en 2011. Loin des +4,9% de 2007 et 2008.

Les données de l'Acosse traduisent en chiffres une réalité brutale. Les cinq dernières années ont vu se mettre en place une politique d'étouffement des services publics, qui a mêlé austérité budgétaire et réorganisations structurelles. La partie émergée de l'iceberg était bien sûr la RGPP, dont FO a été la première organisation syndicale à en saisir la logique et l'ampleur. Officiellement, il s'agissait de faire mieux avec moins; c'est-

à-dire d'améliorer la qualité du service rendu à l'utilisateur avec moins d'effectifs. Mais cette démarche s'est déployée alors que la crise économique née en 2008 a mis à l'épreuve le modèle social français en général et les services publics en particulier. Là où il aurait fallu augmenter les moyens matériels et humains –donc le nombre de fonctionnaires– pour faire face, la diminution des effectifs a fait reporter le choc sur les agents en place. Cela s'est traduit par un sentiment d'abandon ressenti par de nombreux usagers et par une dégradation des conditions de travail des personnels.

## Activité syndicale du 24/06/2012



<http://fovinatier.free.fr/>